



Les associations professionnelles contribuant à l'élaboration des politiques du G8

Par [Thierry Brugvin](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 08 avril 2008

8 avril 2008

Associations professionnelles autour du G8

Durant les rencontres du G8 se réunissent notamment les dirigeants élus des 8 nations des nations les plus riches, pour décider des politiques internationales à mettre en oeuvre. Mais comment parviennent-ils à obtenir un consensus entre 8 nations? En amont de ces sommets suivis par les médias, se tiennent d'autres rencontres plus discrètes, qui contribuent à préparer les décisions politiques des sommets internationaux, tels ceux du G8, de l'OMC, de la Banque Mondiale.



Les leaders du G8

Les organisations qui contribuent à décider de l'agenda international et à ses orientations politiques sont de natures diverses : think tank (boîtes-à-penser) diplomatiques et stratégiques, offices d'orientation des recherches scientifiques et techniques, réseaux d'influence politique, mafias, services d'intelligence, banques, sociétés d'expertise juridique et d'audit. Parmi elles, des « associations professionnelles » très influentes comme la Commission Trilatérale (Cetri, 1979)¹ et le groupe Bilderberg oeuvrent pour que le néo-libéralisme reste l'idéologie dominante et hégémonique. Selon Marc Raoul Jennar, ces "deux lobbies sont les véritables architectes de la mondialisation néo-libérale" (Jennar, 2005)².

Les mécanismes d'influence des associations professionnelles

Selon un ancien délégué du groupe, le *consensus élaboré au sein de du groupe Bilderberg sert de base à l'évolution des politiques internationales*. Bilderberg "compose la toile de fond des politiques qui sont mises en place par la suite. Ainsi, se tient le Forum économique mondial à Davos en février, les rencontres Bilderberg et du G8 en avril-mai et la conférence annuelle du FMI et de la Banque Mondiale en septembre. Une sorte de consensus international émerge (...). Ce consensus devient la toile de fond des communiqués du G8; il inspire le FMI lorsqu'il impose le programme de réajustement à l'Indonésie, et la politique que le Président américain propose au congrès" (Armstrong, 1998)³.

Les dirigeants de la Chambre de Commerce International, tels Maucher, ceux de l'European Round Table (ERT), et des entreprises transnationales telles Nestlé, Shell ou Unilever participent eux aussi régulièrement aux rencontres du Forum de Davos et du groupe Bilderberg (Balanya, 2003). *C'est, dans ces lieux où se forment les idées néo-libérales au*

plan mondial, que ces derniers se réunissent tous les ans (Gill, 1990 : 127).

Il n'est pas toujours facile d'obtenir des informations sur la teneur des débats qui filtrent de ces associations professionnelles telles le Bilderberg. Cependant, c'est principalement au sein des think-thanks, puis de ces associations professionnelles, qu'ont été forgées *les principes de la « bonne gouvernance »*. Cette dernière relève de l'idéologie néo-libérale à présent hégémonique au sein des organisations internationales comme la Banque Mondiale et au sein des rencontres comme celles du G8. Pour la Banque mondiale, la « bonne gouvernance » est aussi synonyme de bonne gestion du développement" (World bank, 1992). Marie Claude Smouts la qualifie "d'outil idéologique pour une politique de l'État minimum" (1998). Derrière la politique de "bonne gouvernance", la Banque Mondiale cherche aussi à contraindre les pays à bas salaires à mener une bonne gestion, c'est-à-dire à appliquer les plans d'ajustements structurels, basés sur une politique économique néo-libérale, fondée sur les principes du « consensus de Washington ». L'Union Européenne depuis plusieurs années développe cette même politique, dont la mise en oeuvre a été expérimentée auparavant dans les pays en développement.

David Rockefeller est le principal fondateur du groupe Bilderberg, puis de la Commission Trilatérale et du Concil on Foreign Relations (Geuens, 2003 : 30)⁴. Celui-ci déclarait à Newsweek international, "quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire" (Rockefeller, 1999). Ce même personnage avait déclaré, huit ans plus tôt, devant la Commission Trilatérale: la souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers est préférable au principe d'autodétermination des peuples" (Jennar, 2005 : 17). En effet, ces derniers sont considérés par certaines élites, tels les certains experts de la gouvernance européenne comme "ignorants, émotifs et versatiles, comme nous le rapporte Hermet (2003 : 16)⁵. C'est donc, pour leur éviter de commettre des erreurs nuisant à l'intérêt du peuple lui même, que les élites proposent d'ériger la gouvernance, par les seuls experts et les élites économiques et politiques.

L'INFLUENCE DU GROUPE BILDERBERG

Ses buts et son rôle dans le processus de décision politique internationale

Le groupe Bilderberg, fut créé en 1954, grâce à un cofinancement de l'entreprise Unilever et de la CIA (Balanya : 2003). Selon le politologue Stephen Gill, il a pour but "d'encourager des discussions ouvertes et confidentielles (...) entre les nations de l'axe atlantique » (Gill, 1990 : 127)⁶ en particulier les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest.

Le petit alter, dictionnaire altermondialiste d'Attac, précise qu'il s'est « constitué dans un contexte de guerre froide, se fixant comme but de contrecarrer l'influence de l'URSS dans les pays dits démocratiques, en empêchant par exemple l'accès des partis communistes ouest-européens aux fonctions gouvernementales. Depuis la chute du mur de Berlin, alors que sa fonction initiale est vidée de son contenu, le groupe Bilderberg poursuit ses réunions, dont on ne connaît ni l'ordre du jour, ni les comptes-rendus. Les participants, appelés couramment « Bilderbergers », sont tenus au silence et ne doivent pas prendre de notes au cours des réunions qui durent en principe quatre jours. La seule chose dont les médias soient informés, c'est la liste des participants» (Attac, 2006)⁷.

Les membres de Bilderberg et leur pouvoir

En 2002, le comité de direction de Bilderberg était notamment composé d'Henry Kissinger, de Paul Wolfowitz (Secrétaire à la défense des USA), d'André Lévy-Lang (Président de la BNP-Paribas) qui y représentait la France avec Bertrand Collomb (PDG Lafarge (le cimentier)), de James Wolfensohn (ex-directeur de la Banque Mondiale), de Peter Sutherland ex-directeur du Gatt et membre de l'ERT, du vicomte Etienne Davignon (Belgique) qui présidait le Groupe Bilderberg en 2006 et qui a été membre de l'ERT.

Ces groupes, tel Bilderberg, trouvent une *cohérence renforcée par l'appartenance simultanée* de certaines personnalités à plusieurs organisations, comme c'est le cas pour Peter Sutherland (ex-directeur du Gatt) ou pour Etienne Davignon (ex-commissaire européen à l'Industrie). Cela renforce la construction d'un consensus et l'intégration des réseaux entre eux. Ces organisations fonctionnent dans une *logique de réseaux*, c'est-à-dire que les échanges sont plus horizontaux que verticaux, même s'il existe des différences entre elles concernant leur niveau d'influence.

Ces organisations professionnelles exercent une *influence parfois plus puissante sur les élus que les électeurs eux-mêmes*. En effet, de par leur position sociale, « leur capital économique, social, culturel, symbolique » (Bourdieu) certains de ces individus, groupes ou lignées, influencent de façon plus ou moins indirecte, une part des décisions politiques et économiques internationales. Quelques uns sont des leaders politiques de premier plan, comme George Bush (père) ou Henry Kissinger. Mais la plupart d'entre eux sont généralement inconnus du grand public, bien qu'ils occupent des postes hauts placés dans le secteur professionnel ou dans celui de la noblesse.

On observe l'omniprésence de ces associations privées et de ces élites non-élues dans l'élaboration des politiques internationales par les pouvoirs publics. Les élus et les membres des gouvernements nationaux ont pour fonction représenter le peuple et ses intérêts. Or, on relèvera qu'il existe parfois entre les élus et les dirigeants et propriétaires des entreprises privés, une proximité (idéologique, professionnelle, économique, sociale...) beaucoup plus grande qu'avec leurs électeurs. Les élus et ministres nationaux sont souvent issus de postes de direction d'entreprises transnationales. Ils sont formés dans les mêmes écoles. Ils se réunissent dans des associations professionnelles communes plusieurs fois par an, de manière non officielle et dont les réflexions et les décisions sont peu ou pas relatées par les médias.

De plus, à travers les itinéraires professionnelles des élites des pouvoirs publics (ministres, commissaires, présidents...), tel Sutherland, Wolfensohn ou Davignon, on remarque que celles-ci passent successivement de postes dirigeants d'entreprises transnationales dans les secteurs privés, à des postes de direction au sein des pouvoirs publics (OMC, FMI, BM, ONU...). Cela les influence et les pousse, même inconsciemment, à développer une vision politique, une représentation du monde qui concorde avec les intérêts des propriétaires d'entreprises transnationales. C'est pourquoi, il leur sera difficile de créer des lois visant à encadrer et éventuellement contraindre les activités de ces entreprises privées, non seulement pour des relations idéologiques, mais aussi par intérêt personnel et du fait de leurs relations professionnelles.

James Wolfensohn était membre du comité directeur de Bilderberg notamment en 2003, il a été directeur de la Banque Mondiale, il a fait partie de la Rockefeller Foundation et du Population Council, du CFR ((Geuens, 2003 : 28), il a aussi créé une société avec Rothschild (la Rothschild, Wolfensohn & Co), il a travaillé avec Salomon Brothers, Schroder Banking Group, Darling and co. et a également fait partie de la Rockefeller Foundation (Bureau

d'Etudes, 2004)[9](#).

Peter Sutherland était aussi membre du comité directeur de Bilderberg notamment en 2003, il a été directeur du Gatt, membre de l'ERT, président d'honneur de la commission Trilatérale, président honoraire européen du Transatlantic Policy Network, président de Goldman Sachs International, président de British Petroleum (BP) (Geuens, 2003 : 28).

Le vicomte Etienne Davignon (Belgique) présidait le Groupe Bilderberg en 2006 notamment, il a été membre de l'ERT, participait à ce titre aux travaux de la commission européenne au sein du groupe de travail sur les communications en 1994, commissaire européen à l'Industrie de 1977 à 1994, membre du comité consultatif pour la compétitivité de l'UE, directeur de la société générale Belgique, président de l'AUME (association pour l'union monétaire Européenne) qui a collaboré à la création du traité de Maastricht et à l'indépendance de la Banque Européenne. Il a été reçu 4 fois par V. Giscard d'Estain avec le dirigeant de l'ERT, pour la création du Traité Constitutionnel Européen (TCE) (Balanya, 2005)[10](#).

Les participants invités à la réunion annuelle de Bilderberg

Tous les ans, les représentants des entreprises transnationales, telles BP, Exxon, Shell, Unilever se rendent à la réunion annuelle du groupe Bilderberg (Balanya : 2005 :292). Voici quelques uns des membres les plus emblématiques.

Les réunions du groupe Bilderberg ont aussi accueilli divers commissaires et autres responsables de l'UE. Parmi les personnes connues ayant participé aux rencontres du groupe Bilderberg on trouve ainsi (en 2001 et 2003) Romano Prodi qui dirige l'Italie en 2007 et a été auparavant membre du comité de direction du groupe Bilderberg. De même il y a Pascal Lamy qui a participé au rencontre en 2001 et 2003, il est directeur de l'OMC en 2007 et autrefois représentant de l'UE à l'OMC (Balanya, 2005 : 68). En 2006, étaient présents José Manuel Barroso, actuel président de la Commission, Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, Mike Moore (Directeur général de l'OMC), Georges Soros (Geuens, 2003), Frits Bolkestein, ou encore Leon Brittan, Emma Bonino et Donald Rumsfeld (...). Plus généralement, le groupe Bilderberg ne néglige aucun interlocuteur susceptible de jouer un rôle sur la scène politique, quelle que soit son étiquette. Plusieurs représentants éminents du parti socialiste français ont participé aux réunions du groupe, par exemple Michel Rocard, Laurent Fabius, Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn (en 2000), et plus récemment Bernard Kouchner en 2005. Les journalistes sont fréquemment invités (pour la France, Nicolas Beytout ou Alexandre Adler), ainsi que des personnalités plutôt inattendues, comme par exemple le juge anti-terroriste Jean-Louis Bruguière en 2003. Ce dernier défend notamment la position du gouvernement et de l'armée française concernant leur non implication dans les génocides du Rwanda.

L'INFLUENCE DE LA COMMISSION TRILATERALE

Elle a été créée en 1973 (avec les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Hollande, la Norvège et le Royaume-Uni) (Cetri, 1979). Henry Kissinger, Zbigniew Brezinski[11](#) et David Rockefeller sont les principaux fondateurs de la Commission Trilatérale, de même que du groupe Bilderberg et du Concil on Foreign Relations (Geuens, 2003 : 30) (Balany, 2003 : 293). Selon Stephen Gill, elle a été conçue comme une structure plus formelle et efficace que le groupe Bilderberg, visant à propager les mêmes idées néo-libérales, c'est à dire celle du

“Consensus de Washington” (Gill, 1990).

En 1975, la commission Trilatérale a commandé un rapport à des chercheurs reconnus pour leur proximité avec le pouvoir dominant, Crozier et Huntington, qui reflètent la philosophie politique de cette association professionnelle. Ceux-ci affirment notamment que «*L'esprit de la démocratie : individualisme, égalitarisme, populisme dans une reconnaissance des distinctions de classe et de rang a sapé l'aristocratie, l'Eglise, l'armée (...). La valeur démocratique de l'égalité conduit à la délégitimation de l'autorité et à la perte de confiance dans le leadership (...). La soumission des gouvernements à leur électorat a encouragé le développement d'un naturalisme régional et national (...). La démocratie est égalitaire, elle détruit la base de la coopération entre les citoyens (...).*»

Si la liberté des médias est indiscutable, elle ne peut cependant devenir un abus (...). Des mesures devraient être prises pour réinstaurer l'équilibre entre son pouvoir et ses responsabilités (...). En outre, les politiciens devraient pouvoir être protégés légalement contre les abus de pouvoir de la presse » (Crozier et Huntington, 1975)[12](#).

David Korten ajoute que Rockefeller fut aussi le principal instigateur de la commission Trilatérale, dont il tient la présidence durant les années 80. A la même époque, il présidait le Council on Foreign Relations (CFR : Conseil pour les relations étrangères) qui regroupe des dirigeants d'entreprise des Etats Unis qui “contrôle plus de la moitié des richesses du pays” (Korten, 1995)[13](#). Le CFR est une organisation américaine qui rassemble des leaders politiques ou économiques de haut niveau (comme George Bush père, Henry Kissinger, ou David Rockefeller, le président du CFR). Depuis le début du 20^e siècle, presque tous les présidents américains sont des membres du CFR. Le Comité consultatif du CFR comprend des représentants étrangers, comme Michel Rocard (ancien premier ministre français) ou Otto Lamsdorf (ancien ministre des finances allemand).

Parmi les dirigeants de la commission Trilatérale les plus connus figurent, Etienne Davignon, Jimmy Carter, Bill Clinton, Georges Bush, Alan Greenspan, Paolo Fresco (Fiat), Daniel Jansen (Solvay), Bjorn Svedberg (Ericsson)[14](#)

Selon Stephen Gill, les membres de la Commission Trilatérale cherchent aussi à y déterminer les politiques économiques qui seront adoptées aux niveaux nationaux et internationaux par les dirigeants politiques. Les entreprises à vocation nationale et les organisations de travailleurs sont sous représentées (Gill, 1990).

Certains français ont été invités aux réunions de la commission trilatérale : Michel Barnier (ancien ministre, vice-président des laboratoires mérieux) ; le professeur Albert Bressand ; Henri de Castre (Pdg du groupe d'assurances AXA) ; Bertrand Collomb (Pdg du cimentier Lafarge) ; Richard Descoing (directeur de l'Institut d'études politiques de Paris) ; Patrick Devedjian (député) ; Yves de Kerdrel (éditorialiste au Figaro) ; Anne Lauvergeon (Pdg du groupe d'énergie nucléaire Areva) Thierry de Montbrial (président de l'IFRI :Institut français des relations internationales) ; François Pinault (directeur du groupe Artemis) et Olivier Roy (orientaliste) (Geuens, 2003)

Les liens qui unissent ces trois associations professionnelles (Bilderberg Group, C.F.R., Trilatéral) sont très étroits, ce qui explique la présence de nombreux affiliés du Bilderberg Group au sein du C.F.R. ou de la Trilatérale. Cela contribue à renforcer le consensus idéologique et la coordination des décisions à prendre à l'échelon international. Nous avons vu précédemment que le financier Rockefeller anime ainsi les trois organisations. D'autres

personnes sont affiliées, en même temps, à deux ou trois de ces sociétés. Par exemple: Georges Bush (CFR, Trilatérale); Zbigniew Brzezinski (CFR, Trilatérale, Bilderberg); Henry Kissinger (CFR, Trilatérale, Bilderberg); Robert McNamara (CFR, Trilatérale, Bilderberg); Giovanni Agnelli (Trilatérale, Bilderberg); Baron Edmond de Rothschild (Trilatérale, Bilderberg); Thierry de Montbrial, président de l'Institut Français des Relations Internationales (Trilatérale, Bilderberg); Jean-Claude Casanova (Trilatérale, Bilderberg), homme de confiance de Raymond Barre (Trilatérale) (Geuens, 2003).

Conclusion

Les associations altermondialistes réclament l'accès à toute l'information utilisée dans les processus de « policy-making » et la mise en place d'une démarche volontaire d'information publique, dans les décisions qui concernent les institutions internationales. Or les dirigeants et leurs associés qui président l'OMC, la Banque Mondiale, le FMI, l'Union Européenne, et les gouvernements nationaux, sont parfois présents au sein de ces associations professionnelles comme la commission trilatérale. Dans ces dernières, même s'il en ressort officiellement peu d'informations, on sait néanmoins qu'ils y discutent surtout de projets visant à développer une «gouvernance bonne et globale» dont la nature est néo-libérale. Ce manque de transparence concernant la teneur des débats qui se tiennent ne contribue donc pas à la démocratie internationale.

Notes

1 CETRI (Centre Tricontinental), La commission Trilatérale, Document Général 79/1, Ottignies-Louvain La Neuve, 1979.

2 JENNAR Marc Raoul, *Le gouvernement des lobbies: la gouvernance contre la démocratie*, in BALANYA, 2003.

3 ARMSTRONG Alan, MCCONNACHIE Alistair, "The 1998 Bilderberg Meeting", *The Social Creation, Official Journal of the Social Secretariat*, juillet-août, 1998.

4 GEUENS, *Tous pouvoirs confondus : État, capital et médias à l'ère de la mondialisation*, éditions EPO, 15 mars 2003

5 HERMET Guy, « Un régime à pluralisme limité? A propos de la gouvernance démocratique », *Séminaire du 12/13 juin 2003 sur la Gouvernance organisé par l'UNESCO, le Colegio de Mexico et le CERI à Mexico* et <http://www.ceri-sciences-po.org>.

6 GILL Stephen, *American Hegemony and the Trilateral Commission*, Cambridge University Press, 1990.

7 HARRIBEY Jean Marie (dir.), *Le petit alter, dictionnaire de l'altermondialisme*, ouvrage collectif, Presses des Mille et une nuit, Paris, 2006, 450 p.

8 BALANYA Belen, DOHERTY Ann, HOEDEMAN Olivier, MA'ANIT Adam, WESSELIUS Erik, *Europe Inc., Comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale*, Agone, Elements, Marseille, 2003

9 BUREAU D'ETUDES, « Le gouvernement mondial et financier », http://homonispheres.info/imprimer.php3?id_article=36; 5 février 2004.

10 BALANYA Belen, DOHERTY Ann, HOEDEMAN Olivier, MA'ANIT Adam, WESSELIUS Erik, *Europe Inc., Comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale*, Agone, Elements, Marseille, 2003

11 Ancien Conseiller à la sécurité nationale du Président Jimmy Carter, Zbigniew Brezinski a été conseiller de la firme pétrolière Amoco, rachetée depuis lors par British Petroleum (Geuens, 2003 : 30).

12 CROZIER Michel, HUNTINGTON Samuel, WATANUKI M., *The Crisis of Democratie, Report on the governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York, University Press, 1975.

13 Korten David, *When Corporations Rule the World*, Kumarian Press, 1995

14 Pour une actualisation de le liste de membres consulter le site officiel de la trilatérale www.trilateral.org/memb.htm

BIBLIOGRAPHIE

ATTAC, *Le petit alter, dictionnaire de l'altermondialisme*, ouvrage collectif, Presses des Mille et une nuit, Paris, 2006, 450 p.

ARMSTRONG Alan, MCCONNACHIE Alistair, "The 1998 Bilderberg Meeting", *The Social Creation, Official Journal of the Social Secretariat*, juillet-août, 1998.

BALANYA Belen, DOHERTY Ann, HOEDEMAN Olivier, MA'ANIT Adam, WESSELIUS Erik, *Europe Inc., Comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale*, Agone, Elements, Marseille, 2003.

JENNAR Marc Raoul, « Le gouvernement des lobbies: la gouvernance contre la démocratie », in BALANYA, 2003.

GILL Stephen, *American Hegemony and the Trilateral Commission*, Cambridge University, Press, 1990

GEUENS Geoffrey, *Tous pouvoirs confondus : État, capital et médias à l'ère de la mondialisation*, éditions EPO, 15 mars 2003. HERMET Guy, « Un régime à pluralisme limité? A propos de la gouvernance démocratique », Séminaire du 12/13 juin 2003 sur la Gouvernance organisé par l'UNESCO, le Colegio de Mexico et le CERI à Mexico et <http://www.ceri-sciences-po.org> .

KORTEN David, *When Corporations Rule the World* Kumarian Press, 1995

LANDELL MILLS Pierre, SERAGELDIN Ismail, les 25 et 26 avril 1991, "Governance and the External Factor", communication présentée à *la conférence annuelle sur l'économie du développement de la Banque Mondiale à Washington, DC*.

SMOUTS Marie Claude, mars 1998, "Du bon usage de la gouvernance en relation internationale", *Revue internationale des sciences sociales*, Unesco, Paris, n°155.

WORLD BANK, 1992, *Governance and Developpement*, Washington, DC.

Thierry Brugvin est docteur en sociologie politique. Il a publié *Les mouvements sociaux face*

au commerce éthique, une tentative de régulation démocratique du travail, Hermès, Londres, 2007. Thierry.brugvin@free.fr

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Thierry Brugvin](#), Mondialisation.ca, 2008

Articles Par : [Thierry Brugvin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca